

# ANNEXES

## AU RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015

### Sommaire

p.2	Rapport général du Commissaire aux Comptes pour l'exercice clos le 31/12/2015
p.3	Rapport spécial du Commissaire aux Comptes pour l'exercice clos le 31/12/2015
p.4	Action culturelle
p.5	Tableau du montant et de l'affectation des produits financiers
p.5	Liste des placements financiers
p.6	Balance âgée fournisseurs au 31 décembre 2015
p.6	Tableau du rapport des prélèvements sur les droits aux perceptions de l'exercice
p.7	Analyse des perceptions 2015 par mode d'exploitation
p.7	Analyse des répartitions 2015 par mode d'exploitation
p.8	Récapitulatif de l'affectation des sommes en fin d'exercice
p.8	Sommes affectées individuellement au cours de l'exercice
p.9	Sommes restant à affecter individuellement
p.10	Solde des droits à répartir entre SPRD et analyse du solde des droits à répartir
p.11	Taux des retenues statutaires de la Scam en 2015
p.11	Retenues des sociétés d'auteurs avant reversement à la Scam
p.12	Liste des organismes ayant bénéficié de concours sur trois ans consécutifs

Scam\*

\*Société civile des auteurs multimedia

# Rapport général du Commissaire aux comptes

## pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Scam, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### II – JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III – VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les annexes au rapport d'activité du Directeur général et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le 15 avril 2016

Le Commissaire aux Comptes SEGESTE

Isabelle Rivoallan

Sylvie Thizon

# Rapport spécial du commissaire aux comptes

## pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

Mesdames, Messieurs,

En application des dispositions de l'article L 321-9 du Code de la Propriété Intellectuelle, nous avons vérifié les informations, concernant l'activité culturelle, données dans le rapport d'activité du Directeur Général relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les documents comptables des informations données dans ce rapport, étant précisé que celles-ci concernent la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2015, soit 12 mois.

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le 15 avril 2016

Le Commissaire aux Comptes Segeste

Isabelle Rivoallan

Sylvie Thizon

## Les comptes de l'action culturelle

### pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015

(sommes affectées collectivement au cours de l'exercice - L 321-9 du CPI)

<b>A - AIDE À LA CRÉATION</b>		
<b>1 - Création d'une œuvre et première fixation</b>	<b>801,51</b>	
Bourses d'aide à la création	801,51	
<b>2 - Promotion de la création</b>	<b>1 113,87</b>	
Activités Scam	201,24	
Partenariats	429,91	
Prix et Étoiles	482,72	
<b>3 - Diffusion de l'information sur la création</b>	<b>25,24</b>	
<b>4 - Action culturelle en Belgique</b>	<b>102,55</b>	
<b>5 - Action culturelle au Canada</b>	<b>11,52</b>	
<b>B - AIDE À LA FORMATION</b>		
Soutien à la formation des auteurs	141,27	
<b>CHARGES D'ACTION CULTURELLE</b>	<b>2 195,95</b>	

<b>Prélèvements sur perceptions</b>	<b>1 857,73</b>	
Audiovisuel et sonore	1 156,76	
Littéraire	390,82	
Image fixe	39,64	
Droits presse	270,52	
<b>À déduire copie privée Scelf</b>	<b>- 2,24</b>	
<b>Irrépartissables supérieurs à 10 ans</b>	<b>0,00</b>	
<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>	
<b>PRODUITS D'ACTION CULTURELLE</b>	<b>1 855,49</b>	

**Déficit de la période** **340,46**

Montant en milliers d'euros

# L'action culturelle

## Dépenses Action Culturelle

	Période		Période		Variations
	du 01/01/2015 au 31/12/2015		du 01/01/2014 au 31/12/2014		
<b>Aides à la création</b>	<b>2 054 681</b>	<b>93,6 %</b>	<b>1 561 026</b>	<b>92 %</b>	<b>31,6 %</b>
<b>Création d'une œuvre et première diffusion :</b>	<b>801 506</b>	<b>36,5 %</b>	<b>635 542</b>	<b>37,5 %</b>	<b>26,1 %</b>
Bourses d'aide à la création répertoire audiovisuel	595 216		481 496		
Bourses d'aide à la création répertoire sonore	51 240		29 700		
Bourses d'aide à la création répertoire de l'écrit	26 957		53 336		
Bourses d'aide à la création répertoire des images fixes	19 550		23 510		
Bourses d'aide à la création répertoire des œuvres journalistiques	33 000		17 800		
Bourses d'aide à la création EFE	40 542		0		
Bourses d'aide à la création multi-répertoires	35 001		29 700		
<b>Promotion de la création :</b>	<b>1 113 866</b>	<b>50,7 %</b>	<b>809 536</b>	<b>47,7 %</b>	<b>37,6 %</b>
<b>Activités Scam</b>	<b>201 239</b>	<b>9,2 %</b>	<b>155 425</b>	<b>9,2 %</b>	<b>29,5 %</b>
Activités Scam répertoire audiovisuel	63 108		23 944		
Activités Scam répertoire sonore	22 220		35 056		
Activités Scam répertoire de l'écrit	46 038		7 305		
Activités Scam répertoire des images fixes	6 857		4 328		
Activités Scam répertoire des œuvres journalistiques	1 473		20 832		
Activités Scam multi-répertoires	4 377		3 853		
Salle de projection	57 166		60 107		
<b>Partenariats</b>	<b>429 909</b>	<b>19,6 %</b>	<b>327 810</b>	<b>19,3 %</b>	<b>31,1 %</b>
Soutien des festivals répertoire audiovisuel	324 040		204 500		
Soutien des festivals répertoire sonore	26 400		12 000		
Soutien des festivals répertoire de l'écrit	21 513		18 000		
Soutien des festivals répertoire des images fixes	9 957		0		
Soutien des festivals répertoire des œuvres journalistiques	27 526		20 500		
Soutien des festivals répertoire EFE	20 473		0		
Autres festivals	0		10 000		
Frais accessoires soutien des festivals	0		17 661		
Soutien à la diffusion du répertoire (« voyages d'auteurs »)	0		45 149		
<b>Prix</b>	<b>482 718</b>	<b>22 %</b>	<b>326 301</b>	<b>19,2 %</b>	<b>47,9 %</b>
Prix répertoire audiovisuel et Étoiles	206 936		162 100		
Prix répertoire sonore	21 350		16 000		
Prix répertoire de l'écrit	54 591		10 000		
Prix répertoire des œuvres journalistiques	22 252		15 000		
Prix répertoire des images fixes	18 796		0		
Prix répertoire EFE	10 018		0		
Soirée Grand Prix multi-répertoires	33 835		0		
Frais accessoires Prix	114 940		123 201		
<b>Diffusion de l'information sur la création :</b>	<b>25 243</b>	<b>1,1 %</b>	<b>11 000</b>	<b>0,6 %</b>	<b>129,5 %</b>
Éditions répertoire audiovisuel	14 243		0		
Éditions répertoire sonore	7 000		6 000		
Éditions culturelles	4 000		5 000		
<b>Belgique</b>	<b>102 550</b>	<b>4,7 %</b>	<b>88 000</b>	<b>5,2 %</b>	<b>16,5 %</b>
<b>Canada</b>	<b>11 516</b>	<b>0,5 %</b>	<b>16 948</b>	<b>1 %</b>	<b>- 32,1 %</b>
<b>Aides à la formation</b>	<b>141 269</b>	<b>6,4 %</b>	<b>135 613</b>	<b>8 %</b>	<b>4,2 %</b>
Ateliers Maison des Auteurs	1 100		0		
Formation Écoles	40 317		27 900		
Formation Continue des auteurs	99 852		107 713		
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>2 195 950</b>	<b>100 %</b>	<b>1 696 639</b>	<b>100 %</b>	<b>29,4 %</b>

# Tableau du montant et de l'affectation des produits financiers

conformément au décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998

Selon les statuts, les intérêts provenant des sommes perçues en instance de répartition et, d'une manière générale, les produits des placements effectués à partir de ces sommes permettent de faire face aux charges générales de la société.

Depuis 2008 et pour répondre à une demande de la Commission permanente de contrôle des SPRD, des produits financiers, calculés sur les sommes non utilisées, sont ajoutés aux ressources actuelles du budget de l'action culturelle.

	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
Revenu des placements		
Plus values de cession	432 698	637 535
Autres produits financiers	679 067	352 755
<b>TOTAL</b>	<b>752 626</b>	<b>669 084</b>
	<b>1 864 390</b>	<b>1 659 374</b>

en euros

## Liste des placements

Placements de l'actif circulant : Au 31/12/2015    Au 31/12/2014  
en euros

<b>FCP et Livret :</b>	<b>67 348 526</b>	<b>61 541 289</b>
BP Rives de Paris NIJ	0	80 141
BP Rives de Paris Livret Institutionnel	11 350 297	10 854 941
LA BANQUE POSTALE LBPAM 6-12 mois	0	4 500 000
LA BANQUE POSTALE LBPAM 12-18 mois	4 511 443	0
CM-CIC Compte dépôt GAT	19 419 443	9 584 487
AMUNDI SACD-Scam Gestion	5 146 095	9 989 479
AMUNDI Trésor Eonia	0	2 112 205
AMUNDI Trésor 6 mois	0	2 961 465
AMUNDI Trésor 12-24 mois	5 159 414	0
AMUNDI Livret CSL	7 530 952	7 471 294
BP Rives de Paris Livret Sociétaire	2 526 651	2 582 601
BNP Compte sur livret	6 534 756	6 289 708
CM-CIC Livret Associations	5 169 475	5 114 966
<b>B.M.T.N. et Compte à terme :</b>	<b>40 000 000</b>	<b>40 000 000</b>
BP Rives de Paris CAT progressif 23/11/2021	4 000 000	4 000 000
BP Rives de Paris CAT progressif 20/10/2024	8 000 000	8 000 000
BP Rives de Paris BMTN 3,01% 20/10/2015	0	6 500 000
BP Rives de Paris BMTN 3,80% 23/11/2015	0	1 000 000
BP Rives de Paris BMTN 4,10% 23/11/2016	1 000 000	1 000 000
BP Rives de Paris CAT progressif 20/10/2020	6 500 000	0
BP Rives de Paris CAT progressif 25/05/2017	1 000 000	0
CM-CIC BMTN 2,86% 20/10/2016	7 000 000	7 000 000
CM-CIC CAT Progressif 21/05/2023	5 000 000	5 000 000
CM-CIC CAT 1,70% 19/12/2015	0	4 500 000
CM-CIC CAT 2,00% 19/12/2016	3 000 000	3 000 000
CM-CIC CAT 0,80% 19/06/2017	4 500 000	0
<b>Contrat de capitalisation :</b>	<b>31 175 481</b>	<b>31 175 481</b>
GENERALI	13 175 481	13 175 481
ALLIANZ	13 000 000	13 000 000
AXA	5 000 000	5 000 000
<b>TOTAL DES PLACEMENTS</b>	<b>138 524 007</b>	<b>132 716 770</b>

# Balance âgée fournisseurs au 31 décembre 2014

Conformément au décret n°2008-1492 du 30 décembre 2008

en euros	> à 90 jours	90 jours	60 jours	30 jours	Solde
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>3 693,3</b>	<b>- 11 975,75</b>	<b>- 25 588,34</b>	<b>- 603 486,09</b>	<b>- 637 356,88</b>
Au 31 décembre 2014	127 168,25	- 1 702,21	- 48 459,94	- 416 588,80	- 339 582,70
Au 31 décembre 2013	- 821,74	8 870,95	32 653,37	- 281 635,91	- 306 240,07

# Tableau du rapport des prélèvements sur droits aux perceptions de l'exercice

Conformément au décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998

en euros	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014	Variations
<b>Charges brutes de l'exercice</b>	<b>15 473 271</b>	<b>14 552 493</b>	<b>6,3 %</b>
à déduire :			
Charges exceptionnelles (Y/C Provisions)	645 539	293 131	
Valeur nette comptable des actifs cédés		0	
<b>Charges propres à l'exercice</b>	<b>14 827 732</b>	<b>14 259 362</b>	<b>4 %</b>
à déduire :			
Ressources financières	- 1 864 442	- 1 659 426	12,4 %
<b>Solde des charges, nettes des ressources financières</b>	<b>12 963 289</b>	<b>12 599 936</b>	<b>2,9 %</b>
à déduire :			
Ressources diverses	- 793 706	- 420 962	88,5 %
Ressources exceptionnelles	- 23 331	- 307 507	- 92,4 %
à ajouter :			
Résultat de l'exercice	24 109	638 760	- 96,2 %
<b>Coût net de gestion</b>	<b>12 170 361</b>	<b>12 510 226</b>	<b>- 2,7 %</b>
<b>Perceptions de l'exercice</b>	<b>109 178 983</b>	<b>100 946 555</b>	<b>8,2 %</b>
<b>Taux du coût de gestion</b>	<b>11,15 %</b>	<b>12,39 %</b>	

# Analyse des perceptions 2015 par mode d'exploitation

Droits perçus

en euros	Perceptions France	Perceptions Délégations	Perceptions étranger	Total		Total Perceptions 2014	Variations 2015 / 2014
				Perceptions 2015	Prélèvements 2015		
<b>Exploitation télévisuelle</b>	<b>71 534 022</b>	<b>3 479 637</b>	<b>3 263 035</b>	<b>78 276 694</b>	<b>922 967</b>	<b>71 720 869</b>	<b>9,14 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	67 302 701	3 473 637	3 263 035	74 039 374	883 392	68 541 675	8,02 %
Gestion confiée en application de la loi	4 231 320			4 231 320	39 575	3 179 194	33,09 %
Gestion confiée individuellement par les auteurs		6 000		6 000			NS
<b>Exploitation radiophonique</b>	<b>7 617 365</b>	<b>662 408</b>	<b>146 048</b>	<b>8 425 821</b>	<b>96 647</b>	<b>7 505 662</b>	<b>12,26 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	6 136 295	662 408	146 048	6 944 751	83 511	6 413 359	8,29 %
Gestion confiée en application de la loi	1 401 131			1 401 131	13 136	1 016 130	37,89 %
Gestion confiée individuellement par les auteurs	79 939			79 939		76 173	4,95 %
<b>Exploitation télévisuelle et radiophonique</b>	<b>6 143 813</b>	<b>1 412 445</b>	<b>12 598</b>	<b>7 568 856</b>	<b>94 595</b>	<b>6 626 475</b>	<b>14,22 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	4 699 130	1 412 445	12 598	6 124 173	76 536	5 559 716	10,15 %
Gestion confiée en application de la loi	1 444 683			1 444 683	18 059	1 066 759	35,43 %
<b>Exploitation vidéographique et phonographique</b>	<b>388 685</b>	<b>13 865</b>	<b>33</b>	<b>402 582</b>	<b>29</b>	<b>575 036</b>	<b>-29,99 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	388 685	13 865	33	402 582	29	575 036	-29,99 %
Gestion confiée en application de la loi							
<b>Exploitation sur support graphique</b>	<b>5 024 560</b>	<b>1 431 007</b>	<b>61 164</b>	<b>6 516 730</b>		<b>4 446 074</b>	<b>46,57 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	7 744	1 431 007	61 164	1 499 915		1 411 142	6,29 %
Gestion confiée en application de la loi	5 016 815			5 016 815		3 034 931	65,30 %
<b>Exploitation multimedia</b>	<b>298 116</b>	<b>- 60 278</b>		<b>237 839</b>	<b>2 204</b>	<b>492 044</b>	<b>-51,66 %</b>
<b>Représentation publique</b>	<b>28 113</b>		<b>9</b>	<b>28 121</b>		<b>52 759</b>	<b>-46,70 %</b>
<b>Autres exploitations</b>	<b>5 643 997</b>	<b>2 439</b>	<b>2 075 903</b>	<b>7 722 339</b>	<b>85 078</b>	<b>9 527 636</b>	<b>-18,95 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	4 149 384	2 439	2 075 903	6 227 726	83 664	8 531 238	-27,00 %
Gestion confiée en application de la loi	1 494 613			1 494 613	1 414	996 398	50,00 %
<b>TOTAL</b>	<b>96 678 670</b>	<b>6 941 523</b>	<b>5 558 789</b>	<b>109 178 983</b>	<b>1 201 520</b>	<b>100 946 555</b>	<b>8,16 %</b>

# Analyse des répartitions 2015 par mode d'exploitation

en euros	Total Répartitions brutes 2015	Prélèvements sur Répartitions 2015	Répartition nettes 2014			Droits affectés aux ayants droits en 2015	Droits affectés aux ayants droits en 2014	Variations 2015/ 2014
			en France	pour les délégations de la Scam	pour les autres pays			
<b>Exploitation télévisuelle</b>	<b>70 069 970</b>	<b>9 111 524</b>	<b>54 935 698</b>	<b>3 684 597</b>	<b>2 338 151</b>	<b>60 958 446</b>	<b>60 805 920</b>	<b>0,25 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	67 894 975	8 828 631	53 049 476	3 678 717	2 338 151	59 066 344	58 072 502	1,71 %
Gestion confiée en application de la loi	2 168 996	282 774	1 886 222	0	0	1 886 222	2 733 418	-30,99 %
Gestion confiée individuellement par les auteurs	6 000	120	0	5 880	0	5 880	0	NS
<b>Exploitation radiophonique</b>	<b>7 160 243</b>	<b>912 193</b>	<b>5 706 051</b>	<b>408 581</b>	<b>133 418</b>	<b>6 248 050</b>	<b>6 245 572</b>	<b>0,04 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	6 484 583	830 577	5 112 008	408 581	133 418	5 654 006	5 680 097	-0,46 %
Gestion confiée en application de la loi	615 596	79 814	535 782	0	0	535 782	492 763	8,73 %
Gestion confiée individuellement par les auteurs	60 064	1 802	58 262	0	0	58 262	72 712	-19,87 %
<b>Exploitation télévisuelle et radiophonique</b>	<b>7 313 398</b>	<b>942 599</b>	<b>6 255 459</b>	<b>98 736</b>	<b>16 604</b>	<b>6 370 799</b>	<b>5 834 343</b>	<b>9,19 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	6 298 304	811 916	5 371 048	98 736	16 604	5 486 388	4 958 881	10,64 %
Gestion confiée en application de la loi	1 015 094	130 683	884 411	0	0	884 411	875 462	1,02 %
<b>Exploitation vidéographique et phonographique</b>	<b>397 720</b>	<b>11 858</b>	<b>370 980</b>	<b>14 845</b>	<b>37</b>	<b>385 862</b>	<b>525 509</b>	<b>-26,57 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	397 720	11 858	370 980	14 845	37	385 862	525 509	-26,57 %
<b>Exploitation sur support graphique</b>	<b>3 473 729</b>	<b>125 873</b>	<b>1 929 785</b>	<b>1 358 967</b>	<b>59 104</b>	<b>3 347 856</b>	<b>3 465 117</b>	<b>-3,38 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	1 496 336	74 123	4 143	1 358 967	59 104	1 422 213	1 340 414	6,10 %
Gestion confiée en application de la loi	1 977 393	51 750	1 925 643	0	0	1 925 643	2 124 703	-9,37 %
<b>Exploitation multimédia</b>	<b>120 268</b>	<b>15 960</b>	<b>104 612</b>	<b>-303</b>	<b>0</b>	<b>104 308</b>	<b>432 405</b>	<b>-75,88 %</b>
<b>Représentation publique</b>	<b>56 543</b>	<b>2 796</b>	<b>53 738</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>53 746</b>	<b>27 615</b>	<b>94,62 %</b>
<b>Autres exploitations</b>	<b>5 524 313</b>	<b>552 684</b>	<b>4 520 059</b>	<b>2 366</b>	<b>449 204</b>	<b>4 971 629</b>	<b>4 334 179</b>	<b>14,71 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	5 439 503	551 714	4 436 219	2 366	449 204	4 887 789	3 812 109	28,22 %
Gestion confiée en application de la loi	84 810	970	83 840	0	0	83 840	522 070	NS
<b>Remboursement retenue statutaire</b>	<b>447 129</b>	<b>0</b>	<b>447 129</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>447 129</b>	<b>1 222 675</b>	<b>-63,43 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>94 563 314</b>	<b>11 675 488</b>	<b>74 323 512</b>	<b>5 567 789</b>	<b>2 996 526</b>	<b>82 887 826</b>	<b>82 893 335</b>	<b>-0,01 %</b>

# Récapitulatif de l'affectation des sommes en fin d'exercice

conformément au décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998

en euros	Droits restant	Prélèvements		Prélèvements	Montants	Montants	Montants	Droits affectés	Droits restant
	à affecter au	Perceptions	sur perceptions						
	01/01/2015				à la création	œuvres sociales	à la gestion	droit	à affecter au
						et culturelles	courante		31/12/2015
<b>Droits dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>	<b>114 972 862</b>	<b>95 504 481</b>	<b>1 129 337</b>	<b>11 127 566</b>		<b>1 652 870</b>		<b>77 060 597</b>	<b>119 506 972</b>
Exploitation télévisuelle	82 279 339	74 039 374	883 392	8 828 509	0	1 362 564	0	59 065 529	86 178 719
Exploitation radiophonique	6 007 464	6 944 751	83 511	830 577	0	105 185	0	5 654 006	6 278 935
Exploitation télévisuelle et radiophonique	9 290 780	6 124 173	76 536	812 011	0	127 724	0	5 487 023	8 911 659
Exploitation vidéographique et phonographique	239 476	402 582	29	11 858	0	0	0	385 862	244 309
Exploitation sur support graphique	356 549	1 499 915	0	74 123	0	0	0	1 422 213	360 128
Exploitation multimédia	692 076	237 839	2 204	15 918	0	0	0	104 030	807 762
Représentation publique	60 580	28 121	0	2 796	0	0	0	53 746	32 159
Autres exploitations	16 046 598	6 227 726	83 664	551 774	0	57 397	0	4 888 187	16 693 302
<b>Droits dont la gestion est confiée en application de la loi</b>	<b>13 745 513</b>	<b>13 588 562</b>	<b>72 183</b>	<b>546 000</b>	<b>2 207 156</b>	<b>129 397</b>	<b>0</b>	<b>5 315 958</b>	<b>19 063 381</b>
Exploitation télévisuelle	5 117 290	4 231 320	39 575	282 774	1 052 765	76 086	0	1 886 222	6 011 188
Exploitation radiophonique	1 907 234	1 401 131	13 136	79 814	350 283	23 348	0	535 782	2 306 002
Exploitation télévisuelle et radiophonique	2 533 129	1 444 683	18 059	130 692	0	29 963	0	884 472	2 914 627
Exploitation vidéographique et phonographique	46 101	0	0	0	0	0	0	0	46 101
Exploitation sur support graphique	1 775 759	5 016 815	0	51 750	430 455	0	0	1 925 643	4 384 727
Autres exploitations	2 366 002	1 494 613	1 414	970	373 653	0	0	83 840	3 400 737
<b>Droits dont la gestion est confiée individuellement par les auteurs</b>	<b>42 220</b>	<b>85 939</b>	<b>0</b>	<b>1 922</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>64 142</b>	<b>62 096</b>
Exploitation télévisuelle	908	6 000	0	120	0	0	0	5 880	908
Exploitation radiophonique	36 648	79 939	0	1 802	0	0	0	58 262	56 523
Exploitation sur support graphique	4 665	0	0	0	0	0	0	0	4 665
<b>Remboursement retenue statutaire à effectuer</b>	<b>46 514</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>- 447 132</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>447 129</b>	<b>46 516</b>
<b>TOTAL</b>	<b>128 807 109</b>	<b>109 178 983</b>	<b>1 201 520</b>	<b>11 228 356</b>	<b>2 207 156</b>	<b>1 782 267</b>	<b>0</b>	<b>82 887 826</b>	<b>138 678 966</b>

# Sommes affectées individuellement au cours de l'exercice

conformément au décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998

en euros	Sommes payées au titre		Sommes affectées		Droits affectés	
	des affectations individuelles		individuellement et non payées		aux ayants droit	
<b>Droits dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>	<b>76 735 749</b>		<b>324 909</b>		<b>77 060 657</b>	
Exploitation télévisuelle	59 093 422		- 27 078		59 066 344	
Exploitation radiophonique	5 649 381		4 625		5 654 006	
Exploitation télévisuelle et radiophonique	5 434 758		51 630		5 486 388	
Exploitation vidéographique et phonographique	383 420		2 442		385 862	
Exploitation sur support graphique	1 419 182		3 032		1 422 213	
Exploitation multimédia	106 875		- 2 567		104 308	
Représentation publique	53 128		618		53 746	
Autres exploitations	4 595 583		292 206		4 887 789	
<b>Droits dont la gestion est confiée en application de la loi</b>	<b>5 237 363</b>		<b>78 535</b>		<b>5 315 898</b>	
Exploitation télévisuelle	1 892 657		- 6 435		1 886 222	
Exploitation radiophonique	534 927		855		535 782	
Exploitation télévisuelle et radiophonique	874 809		9 602		884 411	
Exploitation sur support graphique	1 903 600		22 043		1 925 643	
Autres exploitations	31 370		52 470		83 840	
<b>Droits dont la gestion est confiée individuellement par les auteurs</b>	<b>64 142</b>		<b>0</b>		<b>64 142</b>	
Exploitation radiophonique	5 880		0		5 880	
	58 262		0		58 262	
<b>Remboursement retenue statutaire à effectuer</b>	<b>447 035</b>		<b>94</b>		<b>447 129</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>82 484 289</b>		<b>403 538</b>		<b>82 887 826</b>	



# Sommes restant à affecter individuellement

conformément au décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998

en euros	Années						TOTAL
	d'exploitation	Année	Année	Année	Année	Année	
	antérieures à	d'exploitation	d'exploitation	d'exploitation	d'exploitation	d'exploitation	
	2012	2012	2013	2014	2015	2016	
<b>Soldes des droits dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>	<b>33 962 071</b>	<b>3 244 305</b>	<b>9 436 218</b>	<b>20 965 170</b>	<b>51 859 705</b>	<b>39 503</b>	<b>119 506 972</b>
Exploitation télévisuelle	22 688 901	1 330 679	5 470 821	15 341 524	41 307 637	39 157	86 178 719
Exploitation radiophonique	1 796 964	37 793	268 102	1 227 679	2 948 052	346	6 278 935
Exploitation télévisuelle et radiophonique	3 022 274	100 249	508 850	1 238 555	4 041 731	0	8 911 659
Exploitation vidéographique et phonographique	110 767	93 411	- 8 767	9 923	38 975	0	244 309
Exploitation sur support graphique	340 687	11 602	2 337	4 196	1 306	0	360 128
Exploitation multimédia	438 635	115 595	148 364	63 560	41 609	0	807 762
Représentation publique	27 688	- 5 829	- 662	5 724	5 238	0	32 159
Autres exploitations	5 536 155	1 560 806	3 047 173	3 074 011	3 475 157	0	16 693 302
<b>Soldes des droits dont la gestion est confiée en application de la loi</b>	<b>6 908 397</b>	<b>1 577 975</b>	<b>2 432 991</b>	<b>2 491 226</b>	<b>5 652 792</b>	<b>0</b>	<b>19 063 381</b>
Exploitation télévisuelle	2 238 905	194 365	405 781	469 493	2 702 645	0	6 011 188
Exploitation radiophonique	725 330	114 401	256 520	275 041	934 709	0	2 306 002
Exploitation télévisuelle et radiophonique	1 034 522	14 560	368 742	489 194	1 007 609	0	2 914 627
Exploitation vidéographique et phonographique	25 036	21 065	0	0	0	0	46 101
Exploitation sur support graphique	2 884 604	258 742	785 295	456 086	0	0	4 384 727
Autres exploitations	0	974 843	616 653	801 412	1 007 828	0	3 400 737
<b>Soldes des droits dont la gestion est confiée individuellement par les auteurs</b>	<b>31 691</b>	<b>0</b>	<b>915</b>	<b>0</b>	<b>29 490</b>	<b>0</b>	<b>62 096</b>
Exploitation télévisuelle	908	0	0	0	0	0	908
Exploitation radiophonique	26 118	0	915	0	29 490	0	56 523
Exploitation sur support graphique	4 665	0	0	0	0	0	4 665
<b>Solde retenue Statutaire</b>	<b>46 520</b>	<b>- 7</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>46 516</b>
<b>TOTAL</b>	<b>40 948 679</b>	<b>4 822 274</b>	<b>11 870 124</b>	<b>23 456 398</b>	<b>57 541 988</b>	<b>39 503</b>	<b>138 678 966</b>

Globalement, le solde des droits à répartir (aux auteurs et à d'autres sociétés d'auteurs) passe de 132 M€ (128,8+3,2) à 140,5 M€ (138,7+1,8) soit une progression de 1,5 %.

Cette augmentation du solde à répartir aux auteurs est liée aux régularisations des droits principalement de SFR et de Bouygues relatifs à la TV sur PC, TV par ADSL et TV sur mobile mais aussi au déblocage des droits de reprographie Presse pour les années 1998 à 2012.

Les montants de ces régularisations pour l'année 2012 ont été mis en répartition en 2015 avec les soldes des chaînes thématiques. Les années antérieures devront faire l'objet de versements complémen-

taires. Les régularisations de l'année 2013 seront mises en répartition en 2016 conformément au calendrier.

Au 31 décembre 2014, le montant des droits à répartir pour les années 2011 et antérieures s'élevait à 43 M€. Il est aujourd'hui de 40,9 M€, soit une baisse de 5 %. Ces montants en attente représentent souvent des petites sommes difficiles à régler, en raison soit d'une documentation insuffisamment précise émise par les chaînes concernées, soit de l'attente d'accord ou bien parce que le montant est insuffisant pour être versé. Ainsi par exemple, il reste un peu plus de 10,6 M€ en attente pour les années 2005 et antérieures (10,4 M€

au 31/12/2014) concernant plus de 300 exploitants divers. Ceci montre également l'impact de régularisations reçues en 2015 pour ces années d'exploitation. Chaque année, sont perçues des régularisations au titre des années d'exploitation antérieures (SFR, Bouygues rétroactifs à 2008 par exemple), soit lors de la conclusion de nouveaux accords (droits étrangers, nouvelles TNT), soit lors de la connaissance définitive des bilans des exploitants (chaînes thématiques...). Ainsi, compte tenu des régularisations reçues en 2015, le solde de l'année 2012 s'élève encore à 4,8 M€ (10,8 M€ à fin 2014). Le solde 2013 est de 11,9 M€ (20,5 M€ à fin 2014).

# Solde des droits à répartir au 31 décembre 2015

## Droits à répartir entre SPRD en euros

ANNÉE D'EXPLOITATION	<2012	2012	2013	2014	2015	TOTAL
<b>Exploitation télévisuelle</b>	<b>36 821</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>36 821</b>
Télévision hertzienne						0
Télévision non hertzienne	36 821					36 821
<b>Exploitation radiophonique</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>
Radiodiffusion						0
<b>Exploitation télévisuelle et radiophonique</b>	<b>800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>800</b>
Télévision et radiodiffusion	800					800
<b>Exploitation vidéographique</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>
VOD						0
<b>Exploitation sur support graphique</b>	<b>892 679</b>	<b>95 699</b>	<b>166 088</b>	<b>66 966</b>	<b>436 447</b>	<b>1 657 878</b>
Reprographie et droit de prêt étranger	892 679	95 699	166 088	66 966	436 447	1 221 432
<b>Exploitation multimédia</b>	<b>106 275</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>106 275</b>
Mise en ligne d'œuvres sur le web						106 275
<b>Autres exploitations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>
Plateformes communautaires de vidéos						0
<b>TOTAL</b>	<b>1 036 575</b>	<b>95 699</b>	<b>166 088</b>	<b>66 966</b>	<b>436 447</b>	<b>1 801 774</b>

## Analyse détaillée du solde des droits à répartir aux auteurs

Les montants dus au titre des exploitations 2015 représentent 41,5 % des soldes restant à répartir au 31 décembre 2015. Ceux-ci seront reversés en 2016 pour les trois trimestres restants des chaînes historiques et les soldes en décembre 2017. Les droits de l'année 2015 des autres chaînes de la TNT et des thématiques retransmises par les opérateurs seront répartis en octobre 2016.

Près de 17 % restent à répartir pour les exploitations 2014. Ceci est lié à la régularisation des partages intersociaux des chaînes historiques pour l'année 2014 intervenue en fin d'année 2015, aux réserves concernant les chaînes diffusées sur les différents opérateurs (dont les analyses se poursuivent après leurs premières répartitions en octobre 2015) et aux régularisations de ces mêmes opérateurs intervenues après l'élaboration des tarifs. Au 31 décembre 2014, ce volume pour l'année N-1 représentait un peu moins de 16 %.

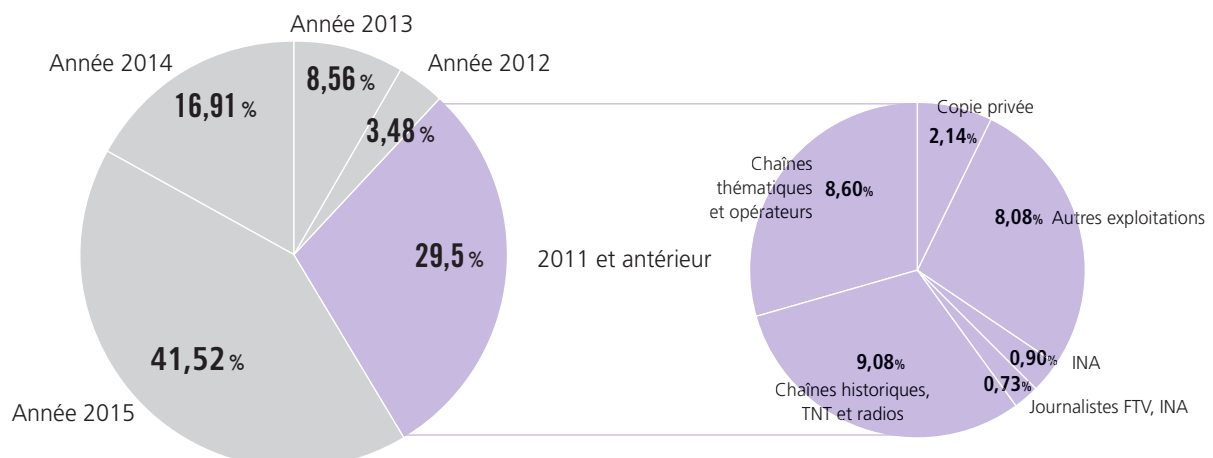
38 % des sommes restantes pour 2013 et 16 % de celles pour 2012 concernent essentiellement les soldes des chaînes diffusées par les opérateurs principalement liés aux régularisations intervenues en 2014 et 2015. Les soldes de l'année 2013 seront répartis en décembre 2016.

Pour les années 2013 et 2012, les autres montants importants concernent d'une part les exploitations sur les plateformes DailyMotion et YouTube, la reprographie presse (1998-2013) qui est en cours de répartition, d'autre part, les sommes restantes à répartir pour les opérateurs et la copie privée belges et étrangers. Les soldes restants de 41 M€ (29,5 %) pour les années 2011 et antérieures (le solde au 31 décembre 2014 pour les années 2010 et antérieures était de 34,9 M€, soit 27 %), concernent essentiellement :

- les droits des chaînes historiques, thématiques et TNT et les droits de

retransmission par câble, satellite et ADSL associés (17,7 %), notamment en raison des régularisations de certains opérateurs et chaînes thématiques ou TNT,

- les droits de copie privée (2,1 %), en majorité les sommes mises en réserve pour les sociétés étrangères dans l'attente de signature d'accords toujours rétroactifs,
- les divers autres droits (8,1 %) en particulier la régularisation 1998-2011 des droits de reprographie presse, les droits étrangers mal documentés, les échanges internationaux, les ventes d'œuvres à l'étranger, les délégations...
- les cessions INA (0,9 %)
- les droits des journalistes FTV et INA (0,7 %), pour lesquels les actions de prospection se poursuivent, ainsi que le versement des soldes.



# Taux des retenues statutaires de la Scam 2015

		Retenue statutaire
<b>Audiovisuel</b>		
Chaînes de télévision	Diffusions hertziennes, par câble, par satellite et ADSL	13 %
Copie privée		13 %
Autres :	Droits de représentation et de reproduction à l'occasion des échanges internationaux	10 %
	Droits de représentation et de reproduction INA (apport en coproduction)	3 %
	Droits d'exploitation pour les œuvres télévisuelles (INA ou autres diffuseurs)	10 %
	Plateforme communautaires de vidéos	13 %
	Droits d'exploitation cinématographique	10 %
	Droits de reproduction des vidéogrammes	3 %
	Primes d'inédit	3 %
<b>Sonore</b>		
Radios		13 %
Copie privée		13 %
Autres :	Droits de représentation et de reproduction à l'occasion des échanges internationaux	10 %
	Droits de reproduction des phonogrammes	3 %
	Primes d'inédit	3 %
<b>Écrit</b>		
	Droits de reproduction presse	12 %
	Droits de récitation publique	5 %
	Droits de reprographie (photocopie)	3 %
	Droits d'édition et de traduction	3 %
	Droit de prêt France	0 %
	Droit de prêt étranger	3 %
	Copie privée	3 %
<b>Autres répertoires</b>		
	Droits de reproduction et de représentation d'œuvres journalistiques sur supports et réseaux multimédias	9,5 %
	Droits de reproduction sites web	5 %
	Droit de suite	3 %

## Retenues des sociétés d'auteurs avant reversement à la Scam

		2015		2014	
		Taux	Montant	Taux	Montant
<b>ADAGP</b>					
Exploitation télévisuelle	Copie privée	10 %	1 313,97 €	10 %	1 077,06 €
Autres répertoires	Droit de suite	12 %	3 422,02 €	12 %	2 004,48 €
<b>AVA</b>					
exploitation sur support graphique	Copie privée	0 %		0 %	
	Reprographie	0 %		0 %	
<b>Copie France</b>					
Exploitation télévisuelle	Copie privée	1,13 %	36 199,94 €	1,07 %	49 984,23 €
Exploitation radiophonique	Copie privée	0,83 %	8 504,47 €	0,83 %	9 571,65 €
Exploitation sur support graphique	Copie privée	0,80 %	8 035,47 €	0,80 %	6 637,52 €
<b>SACD</b>					
Exploitation télévisuelle	Copie privée	10,15 %	49,24 €	11,44 %	194,35 €
	Câble	10,15 %	45,90 €	11,44 %	125,88 €
	Œuvres littéraires adaptées	10,15 %	126,34 €	11,44 %	5 921,63 €
	VOD	10,15 %	50,39 €	11,44 %	2,10 €
Représentation publique	Récitations et lectures publiques	12,77 %	5 584,39 €	12,26 %	6 376,69 €
<b>SACEM</b>					
Exploitation radiophonique	Récepteurs publics radio	15 %	246 221,29 €	15 %	239 996,10 €
Exploitation télévisuelle	Récepteurs publics télévision	15 %	31 672,44 €	15 %	30 726,90 €
<b>SDRM</b>					
Exploitation multimedia	Frais sur les encaissements sites web et cédérom	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €
Exploitation radiophonique	Frais sur les encaissements part DRM	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €
	Prélèvements sur les échanges internationaux	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €
	Prélèvements sur les radios locales privées	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €
Exploitation télévisuelle	Frais sur les encaissements part DRM	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €
Exploitation vidéographique et phonographique	Frais sur les encaissements vidéogrammes et copie privée associée	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €
	Frais sur les encaissements vidéogrammes et copie privée associée	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €
<b>Sofia</b>					
Exploitation sur support graphique	Copie privée	0,25 %	3 529,00 €	0,55 %	5 305,26 €
	Droit de prêt	12,17 %	26 972,77 €	12,21 %	27 408,79 €

# Liste des organismes ayant bénéficié de concours sur trois ans consécutifs 2013/2014/2015

(article R. 321-8 du CPI)

Acid (Paris)  
Addoc (Paris)  
Ateliers Varan (Paris)  
Cinéma du Réel (Paris)  
Comité du Film Ethnographique (Paris)  
Comptoir du doc (Rennes)  
Documentaire sur grand écran (Paris)  
Écrans documentaires (Arcueil)  
ENS Cachan  
Escalaes documentaires (La Rochelle)  
États généraux du film documentaire (Lussas)  
Étonnants voyageurs (Saint-Malo)  
Festival de documentaires (Lasalle en Cévennes)  
Festival international des scénaristes (Valence)  
Festival international du court métrage (Clermont-Ferrand)  
Festival international du film historique (Pessac)  
Festival international du film ethnographique (Paris)  
FID Marseille  
Figra (Le Touquet)  
Film-documentaire.fr (Lussas)  
Films en Bretagne (Saint-Quay Portrieux)  
Fipa (Biarritz)  
Forum des Images (Paris)  
Images en bibliothèques (Mois du film documentaire)  
Longueurs d'ondes (Brest)  
Maison des Journalistes (Paris)  
Marathon des mots (Toulouse)  
Parisciences (Paris)  
Périphérie (Montreuil)  
Prix Bayeux-Calvados des correspondants de guerre (Bayeux)  
Rendez-vous de l'histoire (Blois)  
Sunny Side of the Doc (La Rochelle)  
Traces de Vies (Clermont-Ferrand)  
Tribudom (Paris)  
Université Paris 1 Master Class Histoire et Audiovisuel (Paris)  
Vidéoformes (Clermont-Ferrand)  
Vidéo Les Beaux Jours (Strasbourg)

## Scam\*

### France

5, Avenue Velasquez  
75 008 Paris  
Tél. 01 56 69 58 58  
Fax 01 56 69 58 59  
communication@scam.fr  
www.scam.fr

### Belgique

Rue du Prince Royal, 87  
1050 Bruxelles  
Tél. (2) 551 03 20  
Fax (2) 551 03 25  
infos@scam.be  
www.scam.be

### Canada

Bureau 605  
4446 Boulevard Saint Laurent  
Montréal PQ H2W 1Z5  
Tél. (514) 738 88 77  
Fax (514) 342 46 15  
info@scam.ca  
www.scam.ca